ZEUGMA FILMS PRÉSENTE

Festival del film Locarno
Official selection

CONTRE-POUVOIRS
ضد القوى

Un film de Malek Bensmaïl

Contre et Pouvoirs

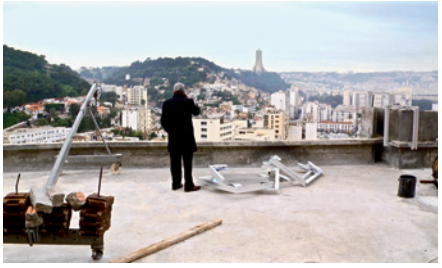
« En Algérie, il est plus facile de définir les contre-pouvoirs que le pouvoir. Un journaliste algérien proposera même une définition fascinante : il n'est pas abus de pouvoir mais abus d'obéissance. Le contre-pouvoir est lieu de désobéissance, pas lieu de contrepoids comme dans les démocraties. Il est résistance à l'uniforme et donc à l'uniformisation. Il est le pluralisme, mais aussi la digression, la dissidence, la récalcitrante. L'enjeu est dans les mots : le pouvoir fait passer le contre-pouvoir pour une opposition et se dérobe sous le statut « d'État ». Le contre-pouvoir est pourtant polytone : il est dans le corps, le verbe, le parti, le cri, la marche, la manifestation, la violence même, l'institution, le discours ou le procès. Le contre-pouvoir dévoile les régimes comme usage de pouvoir sous la parodie des États.

« Le contre-pouvoir est lieu de désobéissance. »

En Algérie, le contre-pouvoir est doublement encerclé : par le pouvoir du régime et l'orthodoxie conservatrice ; il est double dissidence. Le pouvoir quant à lui est duel : il se réclame de Dieu et du martyr. Le contre-pouvoir est repoussé vers les marges de la singularité là où il s'affirme comme centre des résistances.

En Algérie, le pouvoir est une hagiographie, les contre-pouvoirs sont la véritable histoire algérienne. Ils racontent l'histoire sans mensonges, parce que vécue ou perpétuée. »

Kamel Daoud,
journaliste et écrivain, à propos du film.
Prix Goncourt 2015 du premier roman pour *Meursault, contre-enquête*, **éd. Actes Sud.**



Synopsis

Abrités depuis la décennie noire des années 90, au sein de la Maison de la Presse, les journalistes du célèbre quotidien *El Watan* attendent la livraison de leurs nouveaux locaux, symbole de leur indépendance.

Après vingt années d'existence et de combat de la presse indépendante algérienne, de joies et de pleurs, j'ai décidé d'installer ma caméra au sein de la rédaction d'El Watan qui suit l'actualité de ce nouveau printemps algérien… Le Président Bouteflika brigue un quatrième mandat.

Au-delà de ce qu'on appelle « les révolutions arabes » et autres termes médiatiques, ce film, je le souhaite avant tout comme une contribution à la mémoire des femmes et des hommes, jeunes et moins jeunes, qui mènent un combat au quotidien afin de préserver la liberté d'informer dans un pays politiquement et socialement sclérosé.

El Watan

El Watan est le plus grand quotidien algérien et francophone, fondé en 1990 par une équipe de journalistes issue d'*El Moudjahid*, l'unique journal du pouvoir depuis la guerre d'Algérie. Un des nombreux paradoxes de la société algérienne. Comme le dit le caricaturiste Hic : « *El Watan* est né sous Chadli, a espéré sous Boudiaf, a résisté sous Zéroual et a survécu sous Bouteflika » .

Son patron, Omar Belhouchet, a reçu la plume d'or de la liberté en 1994, récompense qui honore journalistes et écrivains qui exercent avec courage leur métier dans des conditions difficiles. Omar Belhouchet et son équipe rédactionnelle ont défendu un agenda démocratique qui a inquiété le régime au pouvoir et les militants islamistes. Malgré des tentatives d'assassinat, plus d'une centaine de menaces de mort, un nombre incalculable de procès et de condamnations et cinq suspensions du journal, *El Watan* a réussi à maintenir se à flot et même à se renforcer localement et au niveau international.

AVEC OMAR BELHOUCHET, HACÈNE OUALI, HASSANE MOALI, MUSTAPHA BENFODIL, FELLA BOUREDJI, ALI BENYAHIA, MOURAD SLIMANI, OMAR KHAROUM, SAAD BENKHLIF ET TOUTE L'ÉQUIPE D'EL WATAN
ASSISTANT HASSEN FERHANI CHEF MONTEUR MATTHIEU BRETAUD MUSIQUE ORIGINALE PHIL MARBOEUF & CAMEL ZEKRI MIXAGE DELPHINE THELLIEZ IMAGE MALEK BENSMAÏL & OUADI GUENICH ÉTALONNAGE RÉMI BERGE
UNE PRODUCTION HIKAYET FILMS AVEC LA PARTICIPATON DE L'INA ET MAGNOLIAS FILMS AVEC LE SOUTIEN DE L'IDFA - BERTHA FUND ET DE L'AFAC DISTRIBUTION ZEUGMA FILMS

Malek Bensmaïl

Un regard sur l'Algérie d'aujourd'hui

« Ce film est dédié aux 120 journalistes algériens assassinés durant la décennie noire. »

Après mes documentaires *Algérie(s)*, *Aliénations*, *Des vacances malgré tout*, *Le Grand Jeu* et *La Chine est encore loin*, j'ai commencé à réfléchir en premier lieu à un projet sur la question de la démocratie, sur la liberté d'expression, de ce que cela implique. Un film qui révélerait en quelque sorte la pensée journalistique et qui mettrait en lumière le concept du « contre-pouvoir », à la fois comme enjeu de liberté et de démocratie.

Pour reprendre une note de Pasolini à propos de son film *La rage*, il décrit ce qu'est la normalité après la guerre et l'après-guerre. Cette normalité où l'on ne regarde plus autour de soi car « *l'homme tend à s'assoupir dans sa propre normalité, il oublie de réfléchir sur soi, perd l'habitude de juger, ne sait plus se demander qui il est. (…) La rage commence là, après ces grandes, grises funérailles.* » conclut Pasolini. En lisant ce texte, je pense et repense à la rage des journalistes algériens qui ont trop souvent été les oubliés de notre histoire, si douloureuse.

« On ne filme plus l'Algérie d'aujourd'hui qui s'indigne. »

Rappelez-vous, plus d'une centaine d'entre eux ont été les victimes d'une guerre civile, sanglante. Le film leur rend hommage.

Revenu à la « normalité », on ne regarde plus, on n'écrit plus, on ne filme plus l'Algérie d'aujourd'hui qui s'indigne, qui s'exprime. C'est un temps mort pour les Algériens, pour le monde.

Il s'agit pour la première fois, de s'intéresser à eux et de demeurer avec eux, loin d'une actualité médiatique, sanglante ou « printanière ». Prendre le temps d'écouter, d'observer. Prendre le temps de saisir et d'examiner la pensée, la réflexion et le travail au quotidien des journalistes.

On le sait, l'Algérie possède un système politique verrouillé et autoritaire. Paradoxalement, ce même « système » a permis, il y a vingt-cinq ans, l'unique liberté possible, celle de l'expression dans la presse écrite. Ce système a en effet permis la naissance d'une presse dite « indépendante » ou libre dans les années 90.

Le désir d'un film surgit souvent à partir des films précédemment réalisés et d'une suite de questions qui restent posées, suspendues. La presse privée algérienne est née alors dans un contexte de violence politique. Au cours de la guerre civile qui a duré plus de vingt ans, les journalistes et les intellectuels étaient considérés comme les ennemis à abattre. Durant cette guerre prolongée, plus d'une centaine de journalistes et intellectuels ont été tués. Les médias indépendants et libres ont accusé depuis un sérieux retard. Aujourd'hui, la violence contre les médias s'est quelque peu atténuée, mais les journalistes restent tout de même les adversaires ou les prisonniers des dirigeants politiques, des militaires et des personnalités influentes du pouvoir.

Mais alors, la presse algérienne serait-elle un quatrième pouvoir ou un contre-pouvoir ? La presse apparaît alors comme un fait d'observation. Qu'est-ce exactement que le pouvoir de la presse en Algérie ? Quelles sont ses formes diverses ? D'où ce pouvoir se tire-t-il ? Comment fonctionne-t-il ? Quelles sont les forces qui l'habitent ? Qu'est ce qu'une presse indépendante ? Et puis il y a la langue. La langue ! Voilà le mot.

La problématique de la langue en Algérie est bien visible dans l'ensemble de mes films. De tous temps, elle a été l'instrument et l'objet de controverses politiques. *El Watan* est francophone et assume l'héritage de cette langue. Autre question de départ : la langue française est-elle devenue un enjeu de contre-pouvoir en Algérie ?

Au fil de mon questionnement quasi obsessionnel autour de la complexité de ma société, ce film m'apparaît comme une des préoccupations majeures dans l'accompagnement de ce que j'appelle la mémoire audiovisuelle contemporaine.

Il ne suffit pas de montrer les violences, ni de raconter l'actualité mais il y a un devoir à continuer d'enregistrer les évolutions, les réflexions, les batailles, d'enregistrer une démocratie qui peine à naître mais qui se construit malgré tout, jour après jour.

Malek Bensmaïl

Chronologie de l'Algérie

1945 Massacres de Sétif.

1954-1962 7 années de guerre de libération.

1962 Indépendance de l'Algérie.

1963 Ahmed Ben Bella est élu président. Régime à parti unique (FLN).

1965 Ben Bella est renversé par Houri Boumediene.

1978 Mort du président Boumediene.

1979 Le colonel Chadli Bendjedid lui succède.

1980 Émeutes en Kabylie (printemps berbère).

1988 Manifestations à travers le pays. Le président Bendjedid déploie l'armée. La répression fait près de 500 morts.

1989 Adoption d'une nouvelle constitution qui met fin au régime de parti unique du FLN. Presse indépendante.

1990 Le Front Islamique (FIS) remporte les élections locales, premier scrutin pluraliste depuis 1962.

1991 Le FIS appelle à une grève illimitée. Les affrontements entre forces de l'ordre et islamistes font des dizaines de morts.

1992 Démission de Bendjedid, remplacé par un Haut Comité d'Etat (HCE) dirigé par Mohamed Boudiaf. Le FIS remporte le premier tour des législatives, le second tour est annulé par l'armée. Le HCE proclame l'état d'urgence et dissout le FIS. Le 29 juin, Mohamed Boudiaf est assassiné.

1993 L'état d'urgence est prorogé pour une durée indéterminée. 15 000 morts en un an. Apparition du Groupe Islamique Armé (GIA).

1994 Le général Zeroual est nommé chef de l'Etat.

1995 Les partis de l'opposition, islamistes compris, signent à Rome un « contrat national » appelant à l'arrêt des violences. L'Etat rejette le texte. Liamine Zeroual est élu président (61% des voix).

1997 Série de massacres dans la Mitidja. L'Armée islamique du salut (AIS), bras armé de l'ex-FIS, et opposée au GIA, annonce une trêve.

1998 Démission du président Zeroual. Création du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC).

1999 Abdelaziz Bouteflika est élu président (74% des voix). L'opposition dénonce des fraudes. Le Mouvement algérien des officiers libres (MAOL) appelle à poursuivre en justice les généraux « responsables de la tragédie ».

2000 Recrudescence de la violence terroriste et des affrontements entre forces armées et groupes islamistes.

2001 Des émeutes éclatent en Kabylie et s'étendent à Alger. Le gouvernement interdit les manifestations.

2002 Le 8 avril, le berbère est reconnu langue nationale – mais non officielle – par le Parlement.

2004 Bouteflika est réélu pour un deuxième mandat avec 85% des suffrages.

2005 Les Algériens adoptent à 97% à une charte qui prévoit une amnistie partielle des islamistes. Le bilan de la guerre civile est de 150.000 morts et de plusieurs milliers de disparus.

2007 Le GSPC devenu AQMI revendique deux attentats visant le siège du gouvernement.

2009 Suite à la révision de la Constitution, Bouteflika brigue un troisième mandat. Il est élu avec 90,24% des voix.

2011 Mouvement social contre le chômage. Le gouvernement décide de subventionner les produits de base.

2011 Le gouvernement met fin à l'état d'urgence et au monopole public sur l'audiovisuel.

2013 Abdelaziz Bouteflika est victime d'un AVC.

2014 Le Président sortant est réélu pour un 4ème mandat, avec 81,53% des voix, contre 12,18% pour son adversaire, et ancien premier ministre, Ali Benflis.

El Watan

NUMÉRO SPÉCIAL 25 ans

— Extraits —

Liberté (d'expression) j'écris ton nom

« *Vous ne tiendrez pas un mois.* » C'est ainsi que l'ex-directeur d'*El Moudjahid* accueillit, durant l'été 1990, la nouvelle du départ d'un groupe de journalistes pour créer un journal indépendant. Son pessimisme était partagé par nombre de professionnels du quotidien du 20, rue de la Liberté qui, d'emblée, refusèrent de s'embarquer dans «l'aventure», soucieux peut-être de ne pas sacrifier leur carrière dans le secteur public, mais certainement convaincus qu'un journal indépendant ne pouvait jamais être toléré par la classe dirigeante marquée par la culture de la pensée unique, bien que le pays soit en plein «printemps démocratique» avec deux fers de lance : le multipartisme et la liberté de la presse. La période d'incubation du projet de création du titre *El Watan* leur donna en partie raison puisque certains journalistes négociateurs avec les deux bras droits de Hamrouche, Ghrib puis Dembri, avaient l'intention ferme de faire d'*El Watan* le porte-parole des réformes politiques et économiques du chef de gouvernment, contrecarrant l'objectif que se sont fixé d'autres de créer un journal totalement indépendant qui pouvait appuyer le contenu des réformes que voulait lancer Mouloud Hamrouche, mais sans en être leur porte-parole. Le débat fut houleux entre les deux tendances : un journal des réformes ou un journal indépendant. En fin de compte ces derniers eurent gain de cause, ce qui fit éclater l'équipe négociatrice. Une vingtaine de journalistes optèrent donc pour un quotidien indépendant, qui vit le jour avec leurs indemnites de départ (deux années de salaire) sous la forme d'une SARL au capital social de 10 000 DA.

La ligne éditoriale, la liberté de ton vis-à-vis des pouvoirs poliques étant fixée, elle allait être la marque de fabrique d'*El Watan*, qui lui confèrera de la notoriété mais en même temps l'exposera, de 1990 à aujourd'hui, aux attaques de toutes sortes émanant tant des islamistes que des autorités politiques. Même la prison ne fut pas épargnée aux journalistes du quotidien. Ils traversèrent la décennie 1990 avec un profond traumatisme, mais avec la pleine satisfaction professionnelle d'avoir fait leur métier sans rien concéder d'essentiel ni aux islamistes qui cherchaient à les faire adhérer à leur projet totalitaire ni aux gens du pouvoir lorsque ces derniers versaient dans la peur ou la compromission. S'ils n'ont pas dénoncé l'interruption du processus électoral, c'est qu'ils etaient convaincus que les «janvieristes», bien que critiquables sur les bavures, avaient empêché les islmistes de faire s'effondrer la République. C'est dans cet ordre d'idées qu'ils avaient combattu le «qui tue qui ?» inventé par diverses parties, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dans le but de dédouaner les intégristes et les terroristes de leurs crimes. C'est enfin dans cette optique qu'ils s'opposèrent a la «concorde civile» et à la «réconciliation nationale» dont ils reconnurent le mérite d'avoir neutralisé des milliers de de terroristes, mais à un prix très lourd : le sacrifice de la justice et de la vérité. Le directeur et les journalistes d'*El Watan* furent abonnés aux tribunaux et le journal subit maintes saisies.

Dans les années 2000, les autorités utilisèrent d'autres moyens coercitifs : le blocage des moyens de production (rotative bloquée au port des mois durant, autorisation de construction du siège social obtenue apres dix années de démarches) et les contrôles fiscaux à répétition. Les inspecteurs des impôts n'eurent de cesse d'éplucher la comptabilité dans l'espoir (déçu) de dénicher des infractions. A partir de l'année 2014, les autorités usèrent d'un autre moyen de pression : la rétention de la publicité dans le but de priver le journal de tout moyen de survie. Si elles parvinrent à affaiblir le journal, elles ne purent cependant le faire plier car il dispose d'un atout que nulle autorité ne peut contrecarrer (à moins de l'empêcher de paraître) : ce sont les ventes. Certifiées par l'OJD, elles permettent au journal de disposer de recettes lui permettant de continuer à vivre. Ces ventes sont sa meilleure arme de défense et son vrai label délivré par les lecteurs qui ne se trompent jamais : le choix porté sur *El Watan* est le choix de la qualité professionnelle et de la liberté de ton. Le choix stratégique de ses fondateurs, il y a 25 ans, s'est révélé le bon, il a permis à la presse nationale de disposer d'un journal de référence et à l'Algerie d'évoluer dans une certaine liberté d'expression.

Ali Bahmane

Le plus grand parti

« *Vous nous obligez à plus de lecture* », nous disaient des diplomates étrangers en poste en Algérie, ajoutant : « *Tout compte fait, l'effort en vaut la peine car c'est une autre approche, avec d'autres éléments.* » Fini le discours officiel, place à la liberté. Même nos confrères étrangers en faisaient autant, à la différence qu'eux tentaient toujours d'accompagner chaque titre d'une mention toute particulière, cette fameuse chapelle politique ou ce fameux fil à la patte. Il leur en fallait absolument un et *El Watan*, du fait de ses écrits et de l'appartenance politique des différents intervenants, en a eu plusieurs bien malgré lui, il faut en convenir. Le plus cocasse dans tout cela, c'est que ceux qui se croyaient obligés de trouver une casquette ou une appartenance aux différents titres ne reculaient devant rien. Ainsi, *El Watan* était le journal du gouvernement, de généraux, des Services secrets, des islamistes, des milieux d'affaires... et la liste était longue, sans craindre la contradiction entre ces différents courants ni même le ridicule. Des lecteurs étaient ainsi induits en erreur et certains, dans ce monde nouveau, n'hésitaient à nous demander quelle était notre tendance car visiblement, selon eux, il en fallait absolument une. Ce qui faisait rire. Mieux encore, cela nous confortait dans l'idée qu'*El Watan* n'était lié ni à l'un ni à l'autre et qu'il était réellement indépendant. Et pas seulement une entreprise privée.

La différence est de taille. Peut-être qu'elle était enfouie, mais la liberté d'expression dans sa globalité, pas seulement de presse, était un sentiment largement partagé. En 1990, c'est vrai, les Algériens la découvraient devant eux, dans les kiosques, chaque matin, mais ce qui était également remarquable, c'est qu'au bout de peu temps, elle était devenue un acquis qu'ils refusaient de perdre. L'exemple le plus éloquent nous a en a été donné par ces milliers d'Algériens qui manifestaient leur soutien à notre journal qui venait d'être suspendu et six de ses journalistes emprisonnés pour avoir annoncé la mort de gendarmes à Ksar El Hirane. Ils étaient tellement nombreux à venir dans nos locaux pour apporter leur soutien qu'un de nos confrères, aujourd'hui disparu, n'a pas hésité à écrire qu'*El Watan* était devenu le plus grand parti algérien. Celui de la liberté, sûrement. Et il y a toutes ces histoires fondées, rapportées par de hauts fonctionnaires, qui nous confortent dans l'idée que la liberté de la presse constitue un besoin réel. Plus question, selon eux, de se payer de mots, car quelque part, il y a un réel contrepoids pour rapporter la vérité. Même de hauts responsables n'ont pu dissimuler leur étonnement devant cette presse qui posait des questions auxquelles ils ne s'attendaient pas car ils n'y étaient pas habitués, et d'accepter cette presse en aucun cas rebelle. Il est d'ailleurs heureux d'apprendre que les habitudes de lecture ont fondamentalement changé et ils ne s'en cachent pas.

Une espèce de ligne rouge que personne n'osait franchir est donc tombée. Plus question de discours sans cesse répété et surtout plus question pour les uns de dire n'importe quoi et pour les autres de l'accepter, car les lecteurs ont aussi un point de vue critique grâce à cette même liberté. C'est cela, en fin de compte, le plus grand parti. Les temps ont changé.

Mohammed Larbi

Rencontre avec Omar Belhouchet

Directeur de publication d'*El Watan*

Le film de Malek Bensmaïl s'intitule Contre-Pouvoirs. Votre rédaction semble, en effet, un lieu de résistance au sens d'un contrepoids face à une société bloquée. Cela vous paraît-il correspondre au coeur de votre travail ?

Dans les années 1992-98, il fallait dire non au terrorisme, à l'islamisme politique, en prenant, tout naturellement, des risques. Nous n'avons pas été épargnés. Nous sommes restés déterminés, continuant à exercer ce métier dans des conditions épouvantables. En même temps, l'autoritarisme est critiqué sévèrement. Ce n'est pas la solution aux problèmes majeurs qui secouent notre pays.

Notre travail consiste à témoigner et décrire cette réalité, extrêmement douloureuse, en dépit de la censure d'Etat et des assassinats de journalistes. Il fallait donner la parole à tous ceux qui prônent une autre voie que celle de la violence ; aux femmes, aux démocrates, aux défenseurs des libertés, des droits de l'homme, à tous ceux qui sont persécutés.

Le choix d'un journal en français correspond-il encore aujourd'hui à la réalité de la société algérienne ? Pourquoi le défendre? Est-ce également un contre-pouvoir ?

Les Algériens s'expriment, dans une très large proportion, en français. Les islamistes ont cherché vainement à réduire le rôle et la place du français dans la société algérienne. Ils ont échoué. Nous sommes près de 11 millions à s'exprimer dans cette langue, c'est une réalité de la société algérienne. Le français est perçu comme un outil de travail, une ouverture à l'autre, au monde, à la modernité. Face au français, la langue arabe est forcée de se remettre en cause, de se moderniser, de s'adapter aux technologies. Le tirage d'*El Watan*, qui avoisine les 130 000 exemplaires par jour et la consultation très importante de son site, indiquent très clairement que cette langue est très partagée.

« Des sensibilités très différentes traversent la rédaction. »

Une rédaction est multiple et un film doit opérer des choix de « personnages ». Votre rédaction vous semble-t-elle représentée dans sa complexité ?

La rédaction d'*El Watan* n'échappe pas au bouillonnement de la société. Des sensibilités très différentes la traversent. Les discussions de rédaction sont très animées, dans un climat ouvert et démocratique, de tolérance. Ce sont les journalistes, de manière organisée et collégiale, qui conçoivent le contenu éditorial du journal.

Propos recueillis par Olivier Barlet

Malek Bensmaïl

Il consacre sa filmographie au cinéma documentaire, entièrement engagé sur son pays. Il dessine à travers ses films les contours d'une humanité complexe : démocratie, modernité-tradition, langage, identité, religion, société. Une volonté d'enregistrer la mémoire contemporaine et faire du cinéma un enjeu de réflexion entre les cultures. *Guerres Secrètes du FLN, La Chine est encore loin, Aliénations, Algérie(s), Des vacances malgré tout, Boudiaf, un espoir assassiné, Territoire(s).*

Un coffret de ses films édité par l'Ina sous le titre *Un regard sur l'Algérie d'aujourd'hui* est en vente.

Zeugma Films présente
une production Hikayet Films

CONTRE-POUVOIRS
ضد القوى

Un film de Malek Bensmaïl

SORTIE LE 27 JANVIER 2016

ALGÉRIE/FRANCE - 97' - 2015 - DCP - COULEUR - RATIO 1,85 - STÉRÉO 5.1

Avec une la participation
de Magnolias Films et de l'Ina

Festival du Film de Locarno
Rencontres de cinéma de Bejaïa
Etats Généraux du film documentaire de Lussas
Viennale, Vienne
Festival dei Popoli à Florence
Journées Cinématographiques de Carthage
Festival Les 3 Continents à Nantes
IDFA à Amsterdam

www.contre-pouvoirs-le-film.com

Fiche technique

Ecriture, réalisation : Malek Bensmaïl
Assistant : Hassan Ferhani
Image : Malek Bensmaïl & Ouadi Guenich
Chef Monteur : Matthieu Bretaud
Monteur additionnel : Cédric Jouan
Musique originale : Phil Marboeuf & Camel Zekri
Son : Hamid Osmani
Montage son et mixage : Delphine Telliez
Etalonnage : Rémi Berge
Avec Omar Belhouchet, Mustapha Benfodil, Hacène Ouali, Hassane Moali, Fella Bouredji, Ali Benyahia, Mourad Slimani, Omar Kharoum, Saad Benkhlif et toute l'équipe d'**El Watan**.
Production : Hachemi Zertal et Malek Bensmaïl, HIKAYET FILMS.
Producteurs associés : Gérald Collas, INA et Yann Brolli, MAGNOLIA FILMS.
Distribution : Michel David, Marie-Sophie Decout & Nina Chanay, ZEUGMA FILMS.
Ce film a été réalisé avec le soutien du Fonds IDFA Bertha Fund **et l'**Afac.
Avec l'aimable soutien des donateurs.

Contacts

DISTRIBUTION & PROGRAMMATION
ZEUGMA FILMS
Marie-Sophie Decout & Nina Chanay
7 rue Ganneron – 75018 Paris
mdecout@zeugma-films.fr
nchanay@zeugma-films.fr
01 43 87 00 54
www.zeugmafilms.fr

ASSOCIATIONS
Omar Haffaf
distribution@zeugma-films

PRESSE
Annie Maurette
Annie.maurette@gmail.com
06 60 97 30 36

Graphisme : Stéphane Rozencwajg